

ANNEXES

I - DISCOURS DE J. M. DE AREILZA, NOUVEAU MAIRE DE BILBAO (1937)

II- LA TORTURE EN PAYS BASQUE : CINQ TÉMOIGNAGES (1975-1982)

III- HISTORIOGRAMME D'ETA (1958-1982)

**IV- DÉCLARATION DE PRINCIPES DE LA COMMISSION OUVRIÈRE
PROVISOIRE DE GUIPUZCOA (1966)**

V- UNE SEMAINE A RENTERIA (1977)

VI- ETA FACE AUX ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1977

**VII- LA COMMISSION DE DEFENSE D'UNE COTE BASQUE NON
NUCLÉAIRE FACE A L'ENLEVEMENT PUIS LA MORT DE L'INGÉNIEUR
EN CHEF DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE LEMONIZ (1981)**

**VIII- RESULTATS DES CINQ ELECTIONS GENERALES DE L'APRES
FRANQUISME EN PAYS BASQUE**

[355 – annexes 1]

ANNEXE 1

DISCOURS DU 8 JUIN 1937 DE JOSE MARIA DE AREILZA, NOUVEAU MAIRE DE BILBAO DESIGNE PAR FRANCO¹

Soldats d'Espagne ! Volontaires de la patrie !

Est ici présent le peuple de Bilbao, par sa représentation la plus nombreuse et la plus choisie, pour vous rendre le tribut spontané d'un remerciement profond.

Soldats d'Espagne ! Volontaires de la Patrie ! C'est la ville entière qui vient vous dire avec ferveur : merci. La ville de Bilbao entière, soumise durant onze mois à la plus abominable tyrannie de tous les temps, et dont il est difficile de dire ce qui était le plus répugnant en elle : la férocité criminelle des rouges, avec ses stigmates de barbarie asiatique, ou l'hypocrisie raffinée des nationalistes basques, avec tout son cortège pharisien de soutanes et d'eau bénite. On ne sait pas quel était le spectacle le plus dégradant et déshonorant pour notre peuple : celui de voir ses hommes les meilleurs, ses hommes les plus représentatifs, assassinés dans les prisons et dans les bateaux, ou celui de voir, le lendemain de la tuerie, le président Aguirre, entouré des conseillers de son parti, aller solennellement à la messe pour tromper le peuple religieux et semer la confusion dans les consciences.

Armée d'Espagne et Milices nationales : vous nous avez sauvés de cette impressionnante alliance entre la sauvagerie bestiale et la fourbe malice.

Vous nous avez sauvés par la conquête, par la force ; en un mot : à coup de fusils et de canons. Et il est nécessaire de le proclamer et de le crier aux quatre vents, pour que le monde entier le sache, et surtout pour que ces nombreux rongeurs qui sont restés ici, à Bilbao, dans leurs terriers, et qui commencent déjà à chuchoter, répandant la phrase convenue : « Bilbao s'est rendue » ou bien cette autre : « Les gudaris furent ceux qui, en rendant Bilbao, la sauvèrent », se le mettent bien dans la tête. Qu'une fois pour toutes la vérité soit connue : Bilbao ne s'est pas rendue mais a été conquise par l'armée et les milices avec le sacrifice de beaucoup de vie. Bilbao est une ville qui a été rachetée par le sang. Ce ne sont pas les gudaris qui sauvèrent notre ville mais les soldats d'Espagne,

¹ Rapporté par F. GARCIA de CORTAZAR et M. MONTERO in *Historia contemporanea del pais vasco, op. cit.* pp. 174-176.

les phalangistes et les requetés, à force d'efforts héroïques, de journées sanglantes, de courage inégalé, à force enfin de centaines de morts. [\[annexes, p. 2\]](#)

Que ce soit bien clair : Bilbao fut conquise par les armes, pas de pactes et de remerciements posthumes. Loi de guerre, dure, virile, inexorable. Il y a eu, et comment non ! des vainqueurs et des vaincus. L'Espagne une, grande et libre a triomphé, c'est-à-dire l'Espagne de la Phalange traditionaliste. Est tombé vaincu, anéanti à jamais, cet horrible cauchemar sinistre et atroce qui s'appelait Euskadi et qui résultait du socialisme prietiste² d'un côté et de l'imbécillité bizkaïtarra de l'autre.

À jamais tu es tombé toi, misérable dirigeant des syndicats Ugetistes, qui pendant tant d'années a spéculé avec l'évidente injustice sociale d'un état de choses qui effectivement était inhumain pour beaucoup de travailleurs manuels ; mais que tu ne voulus jamais réellement sortir d'embarras en améliorant les conditions de vie, préférant les lancer dans une lutte armée féroce et suicidaire contre l'Armée et le meilleur du peuple espagnol pour que, pendant ce temps, ceux de ton espèce, les chefs et les petits chefs, profitiez des prébendes de l'arrière-garde, servant en passant les troubles intérêts des agents étrangers de la révolution communiste. À jamais tu es tombé toi, rastaquouère du nationalisme basque, mesquin, rancunier, hypocrite et misérable, qui jouas au grand personnage pendant que les pauvres gudaris, chassés comme des quadrupèdes dans les vallées, laissaient leur peau dans les montagnes de Biscaye, mourant sans savoir pourquoi, peut-être convaincus, dans leur rustre ignorance, qu'ils étaient en train de lutter pour la cause de Dieu. À jamais aussi (il faut tout dire) disparaît de notre terre ce clergé séculaire ou régulier qui donnait, durant ces dernières années, le lamentable spectacle de la trahison de la Patrie depuis les degrés sacro-saints de l'autel ou depuis les hauteurs doctorales de la chaire. La grande honte du clergé séparatiste s'est elle aussi arrêtée à jamais.

À la place, l'Espagne neuve a triomphé. Sur les décombres des fausses idoles délogées de leurs piédestaux par les baïonnettes de nos soldats s'élèvera l'édifice du nouvel État, cimenté à sa base par l'unité interne, la justice sociale et l'indépendance extérieure. Unité interne indiscutable et sans appel, avec une discipline militaire et un service

² De Indalecio Prieto, principal leader du socialisme (PSOE) en Biscaye et ministre sous la Seconde République espagnole.

rigoureux de l'intérêt commun. Jusqu'à maintenant, amis, les polémistes pouvaient discuter et se perdre en dialectiques stériles sur les prétendus droits de la Biscaye à s'auto déterminer et à avoir un gouvernement propre. À partir de maintenant, il y a une raison qui supprime toutes les arguties historiques et plaidoiries paperassières : la raison du sang versé. La Biscaye est de nouveau un simple morceau d'Espagne par pure et simple conquête militaire. [annexes, p. 3] L'épée de Franco a définitivement résolu le basochien litige du bizkaitarrisme et l'a fait en accord avec l'authentique sentiment biscaïen, en accord avec la véritable tradition biscaïenne, en accord, ne l'oubliez pas, avec la profonde et intense opinion de la Biscaye espagnole, formée par quelques poignées d'hommes et de femmes patriotes exaltés qui, non depuis le 18 juin mais depuis le 14 avril, luttèrent en notre terre de toutes leurs forces pour défendre la sacro-sainte unité de la Patrie.

La justice sociale est un autre de nos impératifs fondamentaux. Ce n'est pas un régime de privilège qui a triomphé mais un système de profond et d'authentique sentiment humain, dans lequel le travail est la première des valeurs dans l'échelle de la hiérarchie sociale. L'Espagne qui a triomphé saura soumettre les classes au plus strict service de l'intérêt national. Plus de grèves mais aussi plus de spéculateurs sans conscience. Plus d'ouvriers au service de la Russie mais aussi plus de financiers sans patrie, au service du veau d'or.

Enfin, notre indépendance extérieure. Attention avocaillons de Genève, maçons et évêques communistes de l'Église protestante ! Attention, Front Populaire français et Komintern de Moscou. Nous avons coupé à coup de hache les griffes de votre pouvoir sur l'Espagne. Il ne vous sera désormais plus possible de rêver de faire d'Euskadi une colonie et de la Catalogne un protectorat pour vos invasions criminelles. L'Espagne a retrouvé sa pleine souveraineté. En vertu de cela, elle proclame bien haut son amitié envers ces grands pays européens qui, en ces heures tragiques de croisade nationale sont avec nous : l'Allemagne de Hitler, l'Italie de Mussolini et le Portugal de Oliveira Salazar. Le Caudillo Franco déjà averti en toute loyauté la France et l'Angleterre : qu'elles ne soient pas surprises si demain notre politique extérieure ferme ses portes à ceux qui, aux heures décisives firent preuve d'antipathie.

Soldats d'Espagne. Volontaires de la Patrie ! Face à la mémoire de ceux qui tombèrent pour féconder à jamais de leur sang la terre et les monts de Biscaye, le peuple de Bilbao jure loyauté éternelle à la nouvelle Espagne et à sa Révolution Nationale.

VIVE FRANCO !

VIVE L'ESPAGNE !

[\[annexes, p. 4\]](#)

LA TORTURE EN PAYS BASQUE CINQ TEMOIGNAGES

IXASU, 20 ANS³

Ils m'arrêtèrent le 7 avril (1976) à Bilbao et m'amènèrent directement à la Jefatura⁴. Ils me dirent alors que si je parlais, je serais de retour chez moi le soir même. Je ne savais absolument rien de ce qu'ils me demandaient. Ils m'amènèrent alors pour attendre. Il y avait des gens dans tous les coins, et comme les cellules étaient toutes pleines, ils m'attachèrent dans le couloir. Deux autres étaient dans la même situation que moi. Ils (les policiers) m'avaient fait beaucoup de menaces : qu'ils me conduiraient à la Police Armée qui employait de pires méthodes, qu'ils me feraient la baignoire, etc. J'étais effrayée. Peu après, ils vinrent me chercher pour un nouvel interrogatoire et me menacèrent encore. Je remarquais alors qu'ils parlaient entre eux : « tout est prêt », « tu as préparé cela et cela ? » J'étais persuadée qu'ils préparaient quelque chose d'affreux. Ils me ramenèrent de nouveau dans le couloir en me disant de bien réfléchir.

J'étais chaque fois plus terrorisée. Quand pour la troisième fois ils vinrent me chercher, la peur me paralysait. Ils me montèrent au troisième étage. On entra dans une pièce grande aux fenêtres fermées. Un grand projecteur éclairait une table d'opération située au fond. Il y avait trois individus en blouse blanche et le visage dissimulé : un avec un passe-montagne, un autre avec un foulard avec deux trous pour les yeux et un autre couvert avec quelque chose d'autre. Ils me menacèrent de ce qu'ils allaient faire : « des choses qui ne laissent pas de traces, des interventions qui ensuite ne se voient pas. » Ils insistaient pour que je réfléchisse bien... Comme je ne disais rien, ils me mirent alors sur la table. Ils m'attachèrent avec des courroies les cuisses, les chevilles, les poignets et le cou. Ils me bandèrent les yeux avec du sparadrap. Ils étaient en train de

³ Rapporté par Eva Forest in Testimonios de lucha y resistencia, op. cit. pp. 146-148.

⁴ Commissariat principal.

parlé entre eux pour savoir quelle sorte de torture ils allaient employer. J'étais paralysée. J'entendis que la porte s'ouvrait et que d'autres approchaient. Je sentis alors qu'on me mettait comme une espèce de pince ronde avec des pointes sur les seins. Je reçus alors la première décharge électrique, assez faible. Ce que je craignais le plus était qu'ils me déshabillent. La pudeur... Peut-être aussi parce que j'avais entendu ce qu'ils avaient déjà fait à d'autres filles. Pendant qu'ils faisaient cela, ils parlaient et riaient, faisaient des commentaires... [annexe, p. 5] Je sentis une nouvelle décharge, plus forte. Ensuite ils baissèrent la fermeture éclair de mon pantalon et firent passer le courant sur le bas du ventre, puis plus bas. Ils disaient qu'ils allaient me brûler le sexe, et firent passer de nouvelles décharges, puis sur les cuisses, et encore plus haut. J'étais paniquée, sans réaction. À un moment donné, ils me prirent la tension : « elle tient le coup, allez-y ». Chaque fois, les décharges étaient plus fortes. Maintenant la douleur et l'attente étaient insupportables. Je criais beaucoup. Ils me mirent alors un morceau de serviette dans la bouche. Ce fut alors qu'un autre arriva, il dit que des putains comme moi ne lui inspiraient aucune pitié, que j'étais une assassine, et que tout cela n'était que le début des réjouissances, et que j'allais sortir folle d'ici. Pendant qu'il me terrorisait ainsi, il tira la courroie qui attachait mon cou à la table. Je m'asphyxiais. Ils m'enlevèrent alors les courroies des poignets et m'attachèrent celles-ci dans le dos, dans une position très douloureuse. Ils me menaçaient, riaient, faisaient des commentaires obscènes. Je m'attendais, terrorisée, à ce qu'ils me violent, qu'ils me tuent... Je ne peux pas dire combien tout cela dura, ça me paraît une éternité. Je voyais bien que cela ne se terminerai jamais car ils voulaient que je parle, et moi je ne savais absolument rien de ce qu'ils me demandaient. Par moments, j'aurais voulu réellement savoir quelque chose pour pouvoir le dire, mais je n'arrivais même pas à imaginer quoi que ce soit. Je vis alors qu'ils me violaient.

Ils me laissèrent ensuite de nouveau dans le couloir, sans rien pour dormir ou me reposer. Les heures furent peut-être les plus horribles car ils me menaçaient constamment, en passant, de m'amener de nouveau. En plus tout ce que je voyais était terrible. Je vis un garçon le visage tuméfié, presque marron, les yeux exorbités, attaché par derrière et qui gémissait : « s'il te plaît, maman, maman... » Ils le ramenaient d'un interrogatoire. À un autre, qui était aussi dans le couloir, ils l'empêchaient de dormir. Chaque fois qu'il fermait les yeux, ils le battaient. Plus tard, je l'entendis crier d'une

manière horrible alors qu'on « l'interrogeait » de nouveau (...). Je restais ainsi six jours et six nuits, attendant qu'ils me fassent le pire. Quand ils m'amènèrent en prison, j'ai eu envie de pleurer de joie. Je crois que je n'ai toujours pas compris ce qui m'est arrivé...

[annexe, p. 6]

2-I 53⁵

Je fus arrêté le 27 Août 1975. Vers 5 h du matin, je fus éveillé par les coups que la police donnait sur la porte d'entrée. Ils n'attendirent même pas que j'ouvre : ils enfoncèrent la porte. Armés de pistolets-mitrailleurs, ils me demandèrent immédiatement mon nom. Dès que je le dis, ils commencèrent à me frapper à coup de poing, de pied et avec la crosse de leurs pistolets. J'étais en slip et ils me sortirent ainsi dans la rue. Devant les cris d'une voisine, ils me remontèrent alors pour que je m'habille. Ils en profitèrent pour continuer à me frapper, et ce devant un cousin qui avait 7 ans et ma femme. Ils ne l'emmenèrent pas parce que nous venions d'avoir un enfant (2 mois).

Sitôt arrivés au commissariat principal de Saint-Sébastien, ils me montèrent dans un bureau et sans même me questionner, ils recommencèrent à me frapper. Ils n'arrêtaient pas de m'insulter (...). Ils m'allongeaient par terre et s'amusaient à sauter sur le ventre ; je devais constamment résister. Ensuite, et à partir de là tout devient horrible, ils mirent une chaise à chaque bout de la pièce ; sur chacune d'elle était assis un policier, Je devais aller à quatre pattes d'une chaise à l'autre. Quand j'arrivais à uns, je devais lever la tête et le policier qui était assis dessus me rouait de coups, de gifles et de coups de pied, je devais ensuite repartir vers l'autre chaise pour « chercher à manger » et ainsi de suite jusqu'à ce que je perde connaissance. La sensation de détresse physique et morale qui s'empare alors de toi est indescriptible. Tu as vraiment l'impression de n'être plus rien du tout.

Je repris connaissance dans un couloir. Tous les cachots étaient pleins et nous étions trois dans le couloir. Un était complètement marron, et les yeux hagards. Je crois que l'un comme l'autre, on a dû se faire peur. C'est alors qu'ils vinrent de nouveau me chercher. Cette fois-ci ils m'interrogèrent et chaque fois les coups redoublaient. Ils s'assirent sur moi et commencèrent à me frapper la plante des pieds avec une règle, puis

tout le corps. À un moment donné, j'ai dû pousser des hurlements horribles : ils étaient en train de me frapper les testicules. C'était le mois d'août et il faisait très chaud et ils avaient laissé la fenêtre ouverte. Un policier monta et leur dit qu'on m'entendait depuis la rue⁶. Ils me mirent alors un chiffon dans la bouche qu'ils fixèrent avec du sparadrap ; ils purent alors continuer en toute quiétude (...). Je m'évanouis de nouveau. [annexe, p. 7]

Ensuite ils m'obligèrent à lire une revue clandestine que les *Gestora pro amnistia*⁷ avaient publiée. On y relatait les tortures que les prisonniers basques subissaient. Arrivé à un moment, ils me firent cesser en me rouant de coups et m'obligèrent alors à manger la revue. Je vomis, ils me rouèrent de nouveau de coups, puis je perdis connaissance.

Je me réveillais dans le couloir, je m'étais vomi dessus et avais aussi uriné. Je n'avais plus du tout la notion du temps. Je ne savais pas si j'étais là depuis 4 h ou 4 jours (...). Au bout d'un certain temps ils vinrent encore me chercher. Je ne pouvais plus marcher ni bouger, j'étais incapable d'articuler un mot. Ils me prirent alors par les bras et me traînèrent dans l'escalier. Là-haut, ils m'obligeaient à me tenir debout en me maintenant par les cheveux (plus tard les médecins constateront que j'avais le cuir chevelu décollé) (...). Je me rappelle avoir pensé qu'un homme ne pouvait pas faire ce qu'ils étaient en train de faire. Je pensais aussi à ceux qui avaient tenté de se tuer pour échapper à la torture. Ensuite ils me menacèrent de me torturer devant ma femme ou elle devant moi. Je pensai alors à elle. Je perdis définitivement connaissance.

Je me réveillai ensuite dans ce qui devait être un centre de la Croix-Rouge. Je me rappelle que le médecin ou l'infirmier de garde demandait aux policiers si j'étais étranger. J'appelai alors ma mère en basque et il dit « ha ! c'est un Basque ». Je perdis de nouveau connaissance. Lorsque je me suis définitivement réveillé, j'étais à l'hôpital provincial de Saint-Sébastien (...). Plus tard, j'ai su que j'étais resté plusieurs heures dans un état de coma. Dès qu'il fut confirmé que je ne risquais plus de mourir, les flics voulurent de nouveau m'emmener, mais les médecins s'y opposèrent. Je suis resté plusieurs jours sans pouvoir parler, avec plusieurs hémorragies internes, et 73 jours

⁵ I 53, Renteria, octobre 1981.

⁶ La Jefatura est isolée par plus de 50 mètres de la première rue...

hospitalisé. Là-bas tout le personnel se solidarisa avec moi et, dès que je pus réaliser, ils défilèrent tous un par un pour me faire part de leur solidarité (plus tard ils participèrent à la grande grève de septembre contre l'exécution de Txiki et Otaegui). Devant mon émotion, ils durent arrêter (...). Je n'oublierai jamais cela. La version officielle fut que j'étais tombé dans un escalier en tentant de m'échapper... Je sortis de là en liberté provisoire et par la suite ne fus même pas jugé... Par contre j'ai déposé une plainte qui, bien sûr, n'aboutit à rien. [annexe, p. 8]

3-HIPOLITO BUSTINZA ARTABE, 69 ANS⁸

Pour des raisons uniquement humanitaires, j'ai aidé un garçon blessé qui s'approchait de chez moi, le genou en sang. Très vite, plus de 200 guardia civils arrivèrent et, bien que le garçon n'ait pas tiré, car il n'était pas armé, ils le tuèrent à bout portant, ici même. Je ne savais même pas qu'il était d'ETA et ce qui venait de se passer à Guernica⁹. Ils nous emmenèrent immédiatement, Valentin Inchausti (47 ans) qui passait par là, et moi-même, à la caserne de la guardia civile de Guernica. Sans plus d'explication, ils commencèrent à nous maltraiter, d'abord en déplorant de ne pas nous avoir tués ainsi que tous les habitants du quartier, puis à coups de poing et de pied. Ils m'enfoncèrent le canon d'un fusil dans l'estomac et dans les côtes tout en menaçant de tirer et de me tuer. Je ne voulus pas faire constater les mauvais traitements au tribunal car cela n'aurait servi à rien (...). En arrivant à la prison de Basauri, on me fit des radiographies qui révélèrent que j'avais deux côtes cassées. [annexe, p. 9]

⁷ Groupements de base visant à coordonner les actions en faveur de l'amnistie des prisonniers politiques.

⁸ Rapporté dans *El ultimo estado de excepcion de Franco*, op. cit., p. 62.

⁹ Quelques minutes plus tôt, une fusillade avait éclaté entre deux militants d'ETA encerclés dans leur appartement et la Guardia Civil. Le militant dont il est ici question avait réussi à s'échapper en sautant par une fenêtre. Sitôt la fusillade terminée, le voisin de palier sortit en criant, les mains en l'air, qu'il n'y avait personne chez lui, de ne pas tirer. Il fut immédiatement criblé de balles. Sa femme, voyant cela, voulut porter secours. Constatant qu'il était mort, elle cria alors « assassins ! assassins ! » La guardia civile la fit taire de deux balles dans la tête. Soudés en un même « nous » face à la guardia civile et à la répression (les jours suivants, la ville fut littéralement prise d'assaut), les habitants de Guernica furent unanimes dans leur protestation (*El ultimo estado de excepcion de Franco*, op. cit., pp 46-47 et I 29, Guernica, Octobre 1980).

4- MARIA DE SOLEDAD INXAUSTI ARRUTI, 18 ANS¹⁰

Ils m'arrêtèrent le 30 avril, à 10 heures du soir. Alors que je rentrais chez moi, deux guardias civiles en civil m'interpellèrent. Lorsqu'ils me firent monter à l'appartement, 9 ou 10 autres étaient déjà en train de le fouiller. Avant de terminer, ils nous emmenèrent, moi et mon frère, à la commandancia¹¹. Ils nous mirent dans une voiture, tandis que deux autres nous escortaient, au cas où nous nous échapperions en sautant de la voiture. Après un moment, ils m'emmenèrent dans un bureau où il y avait déjà deux (guardias civiles) ; pendant que l'un m'interrogeait, l'autre me donnait des gifles et des coups dans le dos ; mais tout de suite ils me dirent « Allez, au sous-marin, pour te laver la tête ». Alors qu'ils me descendaient, nous en croisâmes un autre qui riait : « Quoi, quoi ? Elle va se laver la tête ? » et ils plaisantèrent (...). Lorsque je rentrais, il y avait déjà une dizaine (de guardias civiles), tous jeunes... L'un d'entre eux chantait. Il se dirigea vers moi en chantant, sur un air populaire « Qu'est-ce qu'on peut faire avec une fille de Saint-Sébastien ? Qu'est-ce qu'on peut faire, qu'est-ce qu'on va lui faire ? », et les autres répondaient en chœur : « Il faut la baigner, il faut la baigner ». Plus tard, je me rendis compte que, chaque fois qu'un nouveau entrant, ils lui chantaient la même chose, seul le nom du village changeait : « Qu'est-ce qu'on peut faire avec un garçon de Legazpia ? ou de Tolosa ? », etc. Ils commencèrent alors à m'expliquer qu'au premier bain, j'allais gagner un scaphandre, qu'au second, ils me donneraient des palmes, et au troisième une licence de plongée. Ce sont des choses qu'aujourd'hui je peux raconter et dont je peux même rire, mais ce fut peut-être pire que la baignoire elle-même... C'était terrible... Tu te rends compte, qu'alors qu'ils vont peut-être te tuer, un est en train de rire, un autre en train de fumer, un autre en train d'applaudir... Ces moments sont à jamais gravés dans ma mémoire. L'impuissance totale, cela aussi... Ils m'avaient lié les mains derrière le dos avec des chiffons. Ils me firent tomber sur un matelas mouillé et m'enroulèrent dedans. Je ressentis une grande angoisse. Dans cette position, ils m'interrogèrent à nouveau. Alors que je niai, on m'attrapa par les cheveux et me fit baisser le visage jusqu'à l'eau. Avec la figure dans l'eau, ils continuèrent de

¹⁰ Rapporté par Eva Forest, *op. cit.*, pp. 153-158.

¹¹ Il s'agit de la caserne principale de la guardia civil à Saint Sébastien (quartier Antiguo).

m'interroger, et, à la fin, m'immergèrent totalement jusqu'au fond. Le temps ne peut être mesuré, la sensation de mort te fait ouvrir la bouche, et tu avales et avales de l'eau [annexe, p. 10] ; alors tu commences à suffoquer et ils te relèvent. Puis toujours la tête près de l'eau, ils t'interrogent de nouveau et recommencent à t'immerger. Ainsi de suite plusieurs fois... Comme tu luttas et que tu te sens tellement impuissante, tu te raidis toute. Alors ils te prennent par les pieds, te donnent des coups sur les genoux. Comme tu souffres, tu veux crier et alors tu t'étouffes encore plus. Plusieurs fois j'allai jusqu'au fond (de la baignoire) et ils me frappèrent la tête. Moi-même je faisais des efforts pour en finir, perdre connaissance au moins, c'était un supplice horrible. Je me rappelle que j'avalais beaucoup de cheveux, le fond de la baignoire était plein de cheveux, sûrement arrachés, comme à moi, ou des poils de barbe, parce qu'aux hommes, ils leur tirent la barbe... Tout cela se traduit en nausées, et je vomis dedans (...). À la fin, ils cessèrent. Comme il n'y avait plus de place, ils me laissèrent dans un couloir. À côté de moi, il y avait un amas d'ordures qui sentait très mauvais. Ils me donnèrent une couverture et je restai ainsi deux jours et deux nuits, attachée à un tuyau, sans pouvoir changer de position. Cela t'épuise. Mais le pire est l'ambiance qui t'entoure, ce que tu vois : des gens qui continuellement vont à la baignoire, leurs cris, leurs halètements d'asphyxiés... Aussi, chaque fois qu'un (guardia civil) passe en te menaçant de t'amener une autre fois encore à la baignoire, tu es dans une telle situation que tu crois tout ce qu'on te dit. Ils me dirent par exemple que mon ami était mort dans un affrontement, et je le crus, jusqu'à ce que je le revoie. La torture, c'est cela, tu entends des courses, les coups qui sont donnés, des menaces, des rires... Je tombai plusieurs fois sur les ordures, et mes poignets ligotés me faisaient très mal. Le pire fut peut-être lorsqu'ils torturèrent mon ami, entendre sa respiration s'asphyxier... et ensuite ses cris, des cris de douleur qui n'étaient pas dus à l'asphyxie mais à autre chose qu'ils devaient lui faire. C'était aussi insupportable d'entendre la scie marcher¹², tu t'imagines je ne sais quoi... Le deuxième jour, ils m'emmenèrent de nouveau à la baignoire. Ils étaient deux, un vieux qui m'interrogeait avec rage et me tirait les cheveux en disant qu'il pourrait être mon grand-père, et un jeune qui, lorsque le vieux m'arracha une

¹² Autre torture « classique » en Pays Basque qui consiste à rapprocher très lentement la tête du torturé d'une scie circulaire en marche.

mèche de cheveux et me jeta au sol me dit qu'il était un guérillero du Cristo Rey¹³. Il prit un marteau et me le mit sur la tête. [annexe, p. 11] « Vous cherchiez les guérilleros du Cristo Rey, n'est-ce pas ? » et ensuite, il me frappa avec le manche du marteau. Ils voulurent commencer la baignoire, mais un autre avertit que le match de football allait commencer. Ils s'en allèrent en me disant que si l'Atletic (de Madrid) perdait, je n'aurais pas fini... Ce sont ces choses-là, qui paraissent des idioties, des plaisanteries, les plus dures et angoissantes... Je fus ainsi deux heures à attendre la baignoire. Les tortures psychiques n'arrêtaient pas. Ils me menacèrent d'aller chercher mes parents et de les amener à la baignoire. Ceci pendant sept jours, jusqu'à ce qu'en définitive ils le fassent réellement. Cette nuit-là ils me dirent que mon frère s'était étouffé. Et je le crus. C'était l'ambiance. Au début tu ne sais pas, puis ils te racontent tout avec des détails, tu doutes, et ensuite tu le crois... C'est que là-bas, tout pouvait se passer. Ensuite ils m'emmenèrent dans une chambre où il y avait déjà une autre fille. Les menaces n'arrêtaient pas. Une fois, ils vinrent très nerveux, en disant que cela commençait à bien faire et qu'il fallait en finir une bonne fois pour toutes, qu'ils allaient nous amener à la montagne et nous tuer là-bas, qu'ils nous couperaient la tête pour que personne ne nous reconnaisse, et qu'ils les feraient disparaître. Il était impossible de s'apaiser. Ils venaient continuellement nous réveiller (...). Une nuit trois ou quatre vinrent et me demandèrent de leur faire une place sur le matelas, que j'étais bien là alors qu'eux devaient travailler. Ils s'assirent près de moi et me demandèrent si je voulais aller dans une discothèque. Je ne savais que dire. Si tu dis oui, ils se moquent de toi, si tu dis non, ils te frappent. C'étaient des scènes similaires à celles-là toutes les nuits, impossible de les raconter (...). Ils me menaçaient aussi de me torturer à l'électricité : « avec ça, tu fais un bond jusqu'au plafond... ». Une nuit, un vint me chercher. Il me fit faire des flexions. Au bout d'un moment, il m'ordonna d'enlever mon pantalon, lui faisait les cent pas, très sérieux. Puis d'enlever mon slip. « Tu es fatiguée, tu veux que je te fasse des massages ? » Par la suite, à la prison de Martutene, j'appris qu'ils avaient fait la même chose, avec la « séance de massage », à une fille de 17 ans (...). Un jour ils en amenèrent une, dont le fiancé était mort dans une explosion. Elle n'arrêtait pas de pleurer, et le soir ils

¹³ Groupe terroriste paramilitaire d'ultra droite

vinrent lui montrer les photos de la tête de son fiancé, de son corps disloqué, de ses jambes sectionnées. Ils disaient des choses horribles pendant qu'ils les lui montraient. Raconter cette horreur est impossible (...).

J'entendis des séances de torture très très longues, des cris déchirants, des rires et des plaisanteries... Je compris à ce qu'ils disaient [annexe, p. 12] que c'était un curé. Une scène qui revenait souvent était la suivante : « dominus vobiscum » criait l'un. « Amen », répondaient les autres. Et ils commençaient à décompter de 30 à 0 : 29, 28, 27... comme s'il s'agissait de quelque chose de spectaculaire. Lorsque venait le zéro, l'un criait « immersion ! », et on entendait alors parfaitement le bruit de l'eau, les étouffements quand il vomissait... C'est cela qui te traumatise le plus... Ce sont les scènes de terreur... Cela, ils le répétaient encore et encore. Je ne le vis qu'une seule fois. Son aspect émacié et son extrême détresse m'impressionnèrent. Ensuite je sus que c'était le curé de Zaldibia, Jesus Lasa. Lorsque, au bout de 10 jours je sortis de là, ils continuaient à lui faire la baignoire. Plus tard, on sut qu'ils lui jetaient de la sciure dans l'eau... horrible... Et, rends-toi compte, de là, il sortit en liberté... Une autre chose fut l'arrivée massive d'une cinquantaine ou soixantaine de personnes. Ce fut juste après l'explosion de Legazpia. Ils ne trouvaient pas les auteurs et arrêtèrent indistinctement les gens du village. Ils portaient une pancarte accrochée qui disait « affaire Legazpia ». Ils les interrogèrent en les frappant, presque tous passèrent à la baignoire et le jour suivant, ils les relâchèrent tous. Il n'y a pas de paroles pour décrire cela. Partout il y avait des gens, dans les chambres, les bureaux, les couloirs, partout attachés à des conduites d'eau, des radiateurs... des gens détruits.

À mon ami, ils lui firent sauter deux dents d'un coup ; ils lui firent des tortures horribles (...). Je pourrais raconter beaucoup de scènes, beaucoup. Mais je voudrais insister sur le fait que, pour moi, le plus terrible fut l'ambiance, tout ce qui entourait la baignoire fut plus horrible encore que la baignoire elle-même, bien que ce soit une terrible torture.

V- LETTRE D'UNE JEUNE FILLE TORTURÉE

Je fus détenue le 12 mai 1975, 18 jours après le début de l'état d'exception (...). Ils m'emmenèrent immédiatement à la caserne de la guardia civile de Bermeo. Plusieurs heures après, le capitaine Hidalgo se présenta accompagné du lieutenant-colonel de la

garde civile ainsi que de 5 policiers. Ils venaient de la Salve avec un camarade afin que celui-ci m'identifie. [annexe, p. 13] Dès qu'ils me virent, sans rien me demander et en m'insultant violemment, ils me bandèrent les yeux, me placèrent du coton dans la bouche, me la fermèrent avec le morceau d'un caleçon qu'ils collèrent avec du sparadrap afin qu'il ne se détache pas. Puis ils me bouchèrent les oreilles et me mirent les menottes.

Sans la possibilité de voir, ni d'entendre, ni de crier, je me sentis désespérée et sans défense. C'est alors que je commençai à sentir des coups sur tout le corps, sur la tête, sur le dos, sur les fesses... Je sentis qu'on utilisait quelque chose de dur et de fin, un bâton ou peut-être un fouet. Quelqu'un me donna des coups de poing dans les yeux.

Au moment où je perdis connaissance, on m'enleva les vêtements que je portais et l'on me plaça sur quelque table haute. Les coups et les piqûres, je les sentais maintenant dans les genoux mais de façon plus forte et plus douloureuse sous la plante des pieds. Je crois qu'ils me piquaient avec des aiguilles.

Je voulais crier, pleurer, me défendre. Ce qui était angoissant, c'était de penser qu'ils me torturaient par sadisme ; sinon pourquoi ? Pourquoi ne m'interrogeaient-ils pas ?

Je sentis ensuite qu'ils me tiraient la tête hors de la table, une espèce de table de salle d'opération. Ils m'attrapèrent par les cheveux et me frappèrent avec la crosse d'un fusil (d'après ce que je vis plus tard).

Ensuite, toujours toute nue, un poids brutal s'amassa sur mon estomac, c'était celui de quelque tortionnaire. Le sang me venait à la bouche et je commençais à le rejeter. On m'enleva le bandeau des yeux et je vis qu'ils me frappaient avec la crosse d'une mitraillette et avec un fouet. Mon œil droit saignait et je ne voyais plus beaucoup. Le tampon que j'avais dans l'oreille glissa.

On m'enleva de la « table d'opération » (et c'est bien peu pour la nommer) on me laissa là, gisant au sol. Voyant mon état et mis au courant que je souffrais de l'estomac, ils ordonnèrent à quelqu'un d'aller chercher quelques médicaments pour m'assister. Ils me criaient « terroriste » comme de véritables fous. J'étais quasiment sans connaissance. Je ne savais même pas pourquoi j'étais incarcérée. Je ne connaissais personne auparavant qui ait été détenu lorsque je me trouvais dans mon village.

Quand je repris connaissance, je vis ma sœur à côté de moi, elle me suppliait en basque de tout dire car ils l'avaient menacée de mort. [annexe, p. 14] Moi, je crois que je criai que la meurtrière qu'ils cherchaient ou soupçonnaient, c'était moi et qu'ils libèrent ma sœur. Elle avait les menottes aux poignets, à genoux avec 5 mitraillettes dans le dos. Ce fût le premier jour de torture...

Plus tard je sus que le capitaine Hidalgo avait déclaré que ma sœur était innocente et qu'elle pouvait être remise en liberté. Mais, voyant l'état dans lequel je me trouvais le mieux était qu'elle restât pour me soigner. C'est pourquoi elle fit quinze jours de détention de plus.

Quand je me réveillai, j'avais perdu la notion du temps. Ils me menacèrent pour que j'écrive. Dès que j'entendais leurs pas ou le bruit de fer de la porte de la cellule, j'entrais dans une véritable panique. Le fait de les voir me rendait folle. J'avais peur de la nuit et j'aurais voulu qu'elle ne réapparaisse jamais. Mais elle revint, et revinrent les bourreaux, ceux qui m'avaient emmenée menottes aux poignets à la salle de torture. Ils me bandèrent de nouveau les yeux et je ne voyais plus rien. Les tortures eurent cette fois lieu dans une espèce de fauteuil, les pieds en dehors et attachés. Les coups furent si brutaux que je perdis connaissance rapidement. Selon ce que me dit plus tard ma sœur, (qu'ils appelaient après m'avoir torturée), je disais des choses incohérentes, absurdes. Ils voulurent appeler un médecin, j'étais dans un tel état que je ne le sus même pas. Pour finir, ils me traînèrent sur le sol jusqu'au cachot, et me mirent dans le lit.

Je ne sais combien de temps s'écoula, mais ils revinrent et me ramenèrent à la salle de torture. Je ne pouvais pas marcher car j'avais les genoux enflés et ils m'avaient remis les menottes. Cette fois, ils me piquèrent sous les ongles avec quelque chose comme des aiguilles, mes doigts saignaient. La douleur était si forte et si aiguë que je ne pus la supporter. « Ou tu dis la vérité, ou nous continuons » « écris ! » me disaient-ils. Ma sœur écrivit pour moi que quelqu'un avait dormi chez moi et que j'avais laissé ma voiture à des inconnus. Ceci ne leur convint pas, et ils recoururent à la torture du « stylo » : ils m'incrustèrent une sorte de fer allongé entre les doigts. Je pensais qu'ils me brisaient les mains. Je criais, je criais, jusqu'à l'instant où ils me bâillonnèrent. Ils me bouchèrent aussi les oreilles afin que je ne reconnaisse pas leurs voix (les bourreaux étaient nouveaux).

Plusieurs fois, on me plaça sur la « table d'opération » et dévêtue, on me frappa sur la poitrine et le ventre. La douleur était insupportable [annexe, p. 15] et plus encore par le fait que je me trouvais indisposée. Ils me donnèrent des coups sur le ventre et sur les organes génitaux, en me tirant les poils du pubis. À la douleur physique, s'ajoutait la pudeur, la honte, devant tant d'assassins qui en définitive étaient des hommes. Non contents de m'infliger toutes sortes de tortures, ils commencèrent à s'attaquer à ma moralité comme si j'avais été une fille perdue, ils s'intéressèrent à ma vie intime en usant de mots grossiers et en faisant ce qu'ils voulaient avec mon corps, me touchant partout. Ils s'obstinèrent à savoir si j'étais vierge, et me menacèrent de m'examiner pour le savoir. En vérité, je ne sais s'ils le firent parce que je perdis connaissance. Je me souviens que c'était eux-mêmes qui me mettaient les serviettes hygiéniques et, une fois, j'aperçus deux serviettes souillées sous la « table d'opération ». Je ressentis une véritable honte.

Ils se moquaient de moi en m'accusant d'avoir couché avec des militants d'ETA. Ils faisaient des plaisanteries sur ma virginité en me traitant comme une prostituée, de même parce que j'étais indisposée. Dans ce désespoir, je demandai qu'on me tue, alors ils répondirent qu'ils en avaient bien l'intention s'il arrivait qu'un de mes camarades tue encore un garde civil de plus. Puis ils m'alignèrent contre le mur simulant une exécution, un pistolet plaqué contre mon ventre.

C'est alors que j'ai donné les noms des militants que j'avais vus avec une fille. Ils firent venir la fille en question, et nous fûmes frappées brutalement, les flics formèrent un cercle autour de nous, et nous fûmes jetées de bras en bras, empoignées par les cheveux qu'ils tiraient, faisant cogner sa tête contre la mienne. La fille niait, et moi aussi je commençais à nier. Elle n'était impliquée en rien. Elle finit par dire que je lui avais passé de la propagande et elle donna le nom d'amis ; mais tous, elle compris, furent remis en liberté.

Traumatisée par les coups sur la tête, je disais des choses absurdes. J'ai subi un tel bouleversement que même maintenant, après le temps qui s'est écoulé, il y a des moments où je n'arrive pas à raisonner normalement. Au quinzième jour, ils me photographièrent, et pour cela m'obligèrent à me laver la tête avec du shampoing sec (ne pouvant le faire avec de l'eau) et me tamponnèrent la figure avec des cosmétiques. [annexe, p. 16]

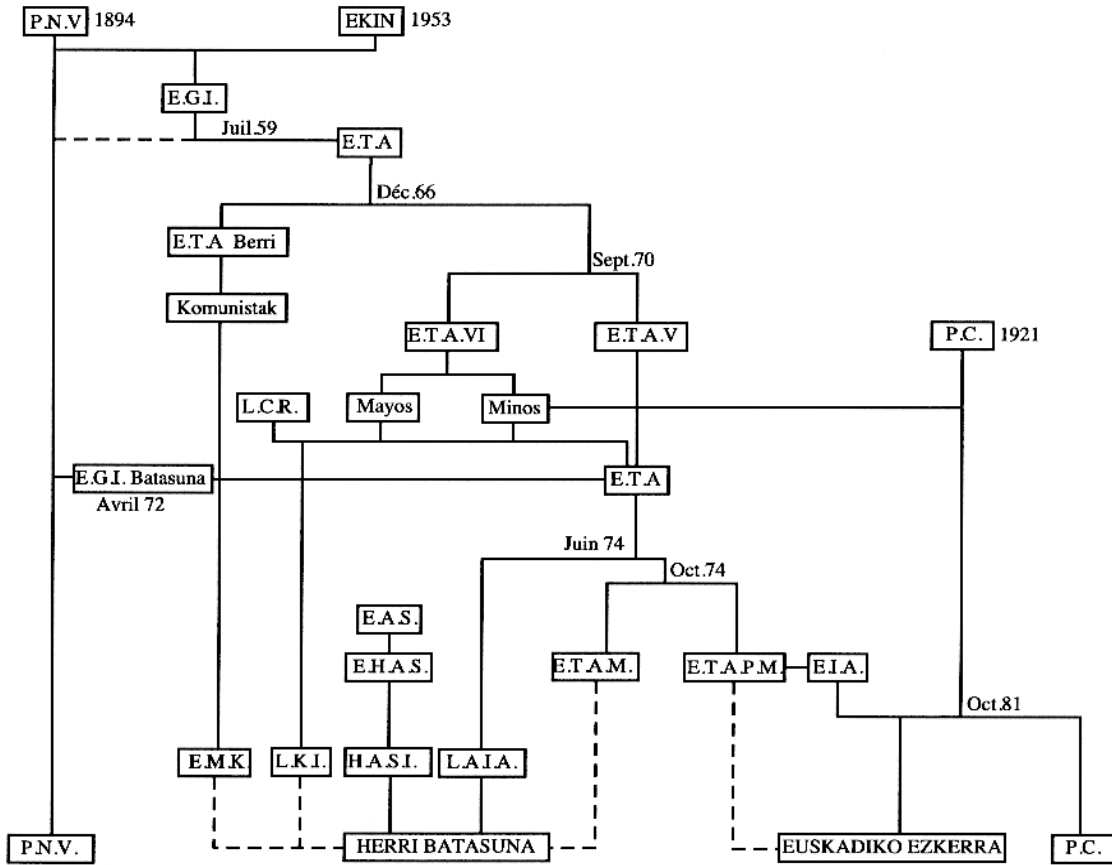
Un jour ou une nuit, je les entendis dire qu'ils allaient me brûler la poitrine. Je déclarai alors que des gens avaient dormi chez moi et qu'ils avaient utilisé la voiture qui est au nom de mon père et qu'à l'heure qu'il était, ils ne devaient pas encore l'avoir restituée.

Quand je repris connaissance, j'étais baignée de sueur et mon gros tricot avait un trou brûlé ainsi que mon sous-pull. Menacée d'être gardée pendant les trois mois de l'état d'exception dans cette prison pour être ensuite transférée à celle de la Salve, il m'était devenu impossible de manger. C'est pourquoi ils m'appelèrent « la fille de la tisane » car j'en consommais en grande quantité. En l'absence de ma sœur, ils m'amenaient eux-mêmes aux toilettes car je ne pouvais y aller seule.

Pendant ce temps, l'inquiétude grandissait à la maison. La police de Marquina fit savoir à mes parents que leurs deux filles se trouvaient détenues à la prison de Bermeo. Mon père eut une attaque cardiaque et ma mère une poussée de tension. Aux cris de ma mère, les voisins descendirent et leur proposèrent de les emmener à la prison. On les reçut en les injuriant pour être les parents d'une terroriste. Encore aujourd'hui ma mère me demande ce que tout cela signifie. Ils ne les laissèrent pas nous voir, nous entendîmes leurs cris. Mais, par l'inattention d'un garde, nous nous vîmes pourtant un moment, juste le temps de leur dire : « je suis bien » et dans la nervosité leur dire aussi qu'ils ne m'avaient pas frappée, sans savoir ce que je disais.

Désaxée et presque à moitié folle, je fus transférée à la prison de Basauri, après avoir passé 24 jours dans les mains de la garde civile et spécialement dans celles du capitaine Hidalgo. [[annexe, p. 17](#)]

HISTORIOGRAMME D'ETA (1958-1982)



**DECLARATION DE PRINCIPES DE LA COMMISSION OUVRIERE
PROVISOIRE DE GUIPUZCOA (1966)¹⁴**

1) La commission ouvrière Provisoire du Guipúzcoa (C.O.P.G.) prétend, comme fin ultime, éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme en réalisant la libération nationale du peuple basque. Elle considère que l'unité ouvrière est indispensable pour parvenir à ce but car, sans cette unité, la lutte contre les classes dominantes et contre l'État restera inefficace.

2) L'unité ouvrière préconisée par la C.O.P.G., et basée sur les principes ici exposés, ne renvoie pas une uniformité idéologique, politique, confessionnelle, etc., mais à une base d'accord permettant à tous les travailleurs d'Euskadi d'agir ensemble. Ce n'est donc pas en concurrence ou contre la ligne de partis politiques ou mouvements syndicaux qu'est recherchée cette unité de tous les travailleurs d'Euskadi. De même, toute personne, quelle que soit sa tendance et aussi minoritaire que celle-ci paraisse, doit pouvoir y participer.

3) La C.O.P.G. estime que la démocratie interne, obtenue sur la base d'une représentativité authentique, est indispensable pour que cette unité soit possible. Le principe de représentativité exige que les nominations aux postes de responsabilité soient faites de bas en haut ; ainsi, chaque Commission élira, en commençant par le bas, les membres qui doivent la représenter à l'échelon supérieur. La base aura pour prérogative de révoquer les responsables sans conditions préalables. Par un système de roulement, elle essaiera que le plus grand nombre possible de travailleurs participe aux postes de responsabilité.

4) La C.O.P.G. insiste sur son caractère provisoire, caractère qu'elle maintiendra jusqu'à ce que les travailleurs du Guipúzcoa eux-mêmes veuillent et puissent lui donner une configuration plus large et plus représentative.

¹⁴ Rapporté dans le *Zutik* n° 47 d'ETA Berri, mai 1967, pp. 10-11.

5) La C.O.P.G. affirme sa condition de groupement de travailleurs d'un peuple, celui d'Euskadi, opprimé à tous les niveaux. Une telle oppression fonde la ligne stratégique suivante :

- La C.O.P.G. luttera pour que le peuple basque puisse s'autogouverner par la victoire sur l'oppression nationale dont il pâtit aujourd'hui.

- La C.O.P.G., en tant que Commission Ouvrière basque, se proclame indépendante de toute Commission Ouvrière extérieure à Euskadi.

- La C.O.P.G. exprime son désir d'élaborer une Fédération des Commissions Ouvrières d'Euskadi. [\[annexes, p. 19\]](#)

- La C.O.P.G. se prononce clairement pour la collaboration internationaliste entre les travailleurs des différents peuples de la Péninsule. Elle pose pour condition à cette collaboration le respect de l'indépendance des Commissions Ouvrières basques, l'égalité des C.O. des différents peuples, et la reconnaissance sans réserve du droit du peuple basque à l'indépendance nationale. Cette conception de la collaboration internationaliste signifie donc que l'action menée ensemble ne peut naître que de relations établies sous le régime de confédération entendue dans le strict sens du terme.

- La C.O.P.G. considère comme membre de la classe ouvrière basque tout travailleur qui vend sa force de travail en Euskadi. [\[annexes, p. 20\]](#)

UNE SEMAINE A RENTERIA (1977)¹⁵

À plusieurs reprises déjà, Renteria avait été à la pointe du combat basque : en décembre 1970 (procès de Burgos), la ville se convertit en un véritable champ de bataille où les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre furent très violents, des barricades furent tenues pendant plusieurs heures, le nombre de blessés impressionnant. Des mobilisations et affrontements chaque fois plus importants eurent lieu à l'occasion des grèves générales déclenchées en Pays basque pour protester contre la mort de militants d'ETA et pour l'amnistie générale (août, septembre et décembre 1975, mars et septembre 1976, mars 1977). La semaine ici décrite (du 11 au 18 mai 1977) correspond à la semaine pro amnistie organisée dans les quatre provinces basques pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques basques.

- Mercredi 11 : Six mille personnes environ participent à une « Assemblée du Peuple »¹⁶. Après un long débat sur l'Amnistie (libération des prisonniers politiques et des travailleurs condamnés pour délits de grève, suppressions des peines discriminatoires envers les femmes (avortements) et les homosexuels, etc.), le thème du mouvement ouvrier et de la grève générale est abordé. L'opinion majoritaire est : « si la zone fait grève, nous aussi ». Puis la totalité de l'Assemblée vote une motion d'appui à la grève générale pour l'Amnistie. Il y a ensuite un débat sur les forces de répression et l'attitude à employer face à elles. Sans que le débat soit approfondi, on vote pour savoir si le thème devait être « forces de répression, dissolution ! » ou « forces de répression, au poteau ! » Vu le ballottage, il est décidé d'employer les deux. La nécessité de ce que la municipalité se prononce en faveur de l'amnistie conduit à souligner le caractère anti-démocratique de celle-ci ; sa démission est votée à l'unanimité et le principe de convoquer une Assemblée du Peuple pour débattre de ce sujet est adopté. L'Assemblée

¹⁵ Sources : Commission pro amnistie de Renteria, juin 1977 et *I 55, I 56, I 58, I 59, I 61, I 62, I 63, I 64 et I 65*, Renteria, octobre et novembre 1981.

¹⁶ Les « Assemblées du Peuple », réunissant les habitants d'un village ou des quartiers d'une ville, sont spontanément apparues à la fin 1976 pour débattre des affaires municipales, bien souvent dans une situation de vacance du pouvoir municipal due à la démission en chaîne (à laquelle ETA n'est pas étrangère) des maires nommés par le régime franquiste alors agonisant.

part ensuite en manifestation en criant : « les prisonniers, dans la rue », « c'est vous, les fascistes, qui êtes les terroristes », « forces de l'ordre, dissolution (au poteau) », « liberté », « amnistie ».

- Jeudi 12 : le matin, sauf quelques rares exceptions, toute la zone vient d'entrer en grève générale. Les travailleurs des grosses entreprises (Luzuriaga, Contadores de Bidebieta, etc.) sortent des usines en manifestant. [annexes, p. 21] À midi, 6 000 à 7 000 personnes se réunissent face à la mairie pour réaliser une Assemblée du Peuple. Les informations arrivent : la grève est totale. Le débat se centre ensuite sur le contenu à donner à l'amnistie. Pour la première fois, des prisonniers venant de bénéficier de l'*indulto* participent au débat et mettent l'accent sur la nécessité de continuer les mobilisations jusqu'à ce qu'il ne reste plus aucun prisonnier politique basque. On apprend alors que les travailleurs de l'entreprise Orbegozo à Lezo (village contigu à Renteria) ne sont pas encore en grève. Il est décidé de s'y rendre en manifestation pour leur faire voir que la grève est générale. En pleine rue Viteri, la manifestation qui se déroulait calmement est chargée par deux jeeps de la guardia civile. Seul le réflexe des manifestants, s'ouvrant sur leur passage, évite une boucherie. L'indignation est grande devant cette action qui aurait pu tuer plusieurs personnes (les jeeps ne réduisirent absolument pas leur vitesse, le but était manifestement d'écraser des manifestants). Des barricades sont immédiatement montées, contre lesquelles la guardia civile tire des grenades lacrymogènes. Les manifestants répliquèrent par des pierres et des cris « flics, assassins ! » C'est à ce moment que la guardia civile commença à tirer à balles réelles et de façon indiscriminée. Plusieurs personnes, atteintes par les balles, tombèrent alors. Chacun pensait qu'il y aurait des dizaines de morts, et le chiffre de six blessés par balles ne reflète pas ce qui aurait pu advenir si les manifestants ne s'étaient immédiatement retirés « alors que leurs cœurs leur disaient de rester ».

La guardia civile occupa alors tout le centre de la ville, interdisant toute manifestation et chargeant systématiquement les groupes de plus de trois personnes. Puis la nouvelle se répandit comme une traînée de poudre : Rafael Gomez Jauregui, âgé 78 ans, venait de mourir, atteint par une balle de la guardia civile. Tout le monde se demanda comment cela avait pu arriver (il n'y avait aucune manifestation à ce moment-là). On sut plus tard que la guardia civile avait commencé à tirer depuis le pont du

Panier Fleuri (centre de Renteria) sur tout ce qui bougeait. Rafael Gomez Jauregui et Candido Peña furent alors atteints d'une balle.

Les gens voulurent sortir dans la rue pour protester, mais c'était absolument impossible, la guardia civile occupait tout le centre de la ville. En signe de deuil et de protestation, ils accrochèrent à leurs fenêtres et balcons des drapeaux basques avec un crêpe noir. La coordination nommée par l'Assemblée du Peuple précédente appela à ce que la grève générale soit poursuivie jusqu'au samedi. Vers minuit, la guardia civile (qui occupait toujours le centre de la ville) ouvrit, aux yeux de tous, des bouteilles de champagne sur la Place des Fueros et tirèrent en l'air pour montrer leur satisfaction.

[[annexes, p. 22](#)]

- Vendredi 13 : Grève générale. À midi, une Assemblée du Peuple réunissant environ 7 000 personnes a lieu. Des nouvelles concernant tant la zone de Renteria que le reste d'Euskadi sont lues. Une pétition, exigeant que les responsables de la fusillade de la veille et de la mort de Gomez Jauregui soient punis, est rédigée. En pleine assemblée, la guardia civile arrive et charge la population. Les ambulances emmènent plus de vingt blessés. Sont alors montées des barricades, la route nationale est coupée et le vieux quartier isolé. Renteria se transforme alors en un authentique champ de bataille. La guardia civile tire de nouveau et l'on dénombre alors cinq nouveaux blessés par balles, dont un dans un état désespéré. Vers 10 h du soir, alors qu'il était à son balcon, Gregoria Marichalar (62 ans) reçoit une balle et meurt sur le coup. On apprend au même moment qu'une autre personne vient d'être tuée par balle à Pampelune. L'indignation est totale.

- Samedi 14 : La police armée se joint à la guardia civile pour occuper Renteria. C'est dans cette ambiance qu'ont lieu les funérailles de Gomez Jauregui. À la sortie de l'église, la police charge de nouveau. Peu après une camionnette de la police parcourt les rues de Renteria appelant la population au calme en disant dans le même temps que « ce qui était arrivé avait été mérité » !... Plus tard ils iront au poste de la Croix-Rouge et exigeront que les noms des blessés leur soient communiqués. Devant le refus de l'infirmier, ils le frappent. Le soir, la police tire des rafales de mitraillettes en l'air.

- Dimanche 15 : La police armée et la guardia civile occupent tous les coins de rue. Certains montent aux balcons pour arracher les drapeaux basques, d'autres tentent

d'imposer aux tenanciers de bars de laisser leurs commerces ouverts. Il est impossible de se réunir.

- Lundi 16 : Le centre de Renteria continue d'être occupé par la police armée qui demande leurs pièces d'identité aux passants. Une assemblée réussit à se réunir à Beraun (quartier assez éloigné du centre). On y apprend la mort d'un autre manifestant d'Ortuella. À huit heures du soir, les funérailles du troisième mort, auxquelles participent plus de 6 000 personnes, ont lieu à l'air libre dans le quartier Beraun. Une manifestation est ensuite organisée. Elle parcourt les quartiers Beraun et Galtzaraborda. Alors qu'elle se dirigeait vers le centre, elle est brutalement chargée par la police armée. Les échauffourées continuent jusque tard dans la nuit et de très nombreux blessés sont hospitalisés. [[annexes, p. 23](#)]

ETA FACE AUX ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1977

1 -COMMUNIQUE D'ETA MILITAIRE DEUX MOIS AVANT LES ELECTIONS

Après 40 ans de domination personnelle absolue, meurt le dernier dictateur d'Europe. Franco nous laissera comme héritage d'innombrables morts, torturés, prisonniers et exilés : un peuple, le nôtre, qui au bord même du génocide, pleure à grands cris sur les cendres ; une légalité politique sans partis, sans syndicats ni libertés d'aucun type ; un Monarque par la grâce divine et non celle du peuple ; et un Parlement qui, ne représentant personne, sinon une oligarchie, décide du destin non seulement du peuple espagnol, mais d'autres comme le nôtre dont il ne reconnaît même pas l'existence. Ce sera ce Parlement qui approuvera, non sans de graves difficultés internes, la nouvelle loi de Réforme Politique de l'État.

Le Peuple basque, une fois de plus, montrera l'inexistence de la prétendue unité de l'Espagne. En défendant son droit à décider de son destin, il refusera de reconnaître l'autorité de la chambre législative espagnole et fasciste, par l'abstention la plus forte au référendum.

La loi de réforme politique décidera les nouveaux organes législatifs, se réservant le droit, au dernier moment, de concrétiser la loi électorale qui indique les voies pour la participation populaire aux élections du Congrès et du Sénat.

Les élections se rapprochent et ETA comme toutes les forces politiques d'Euskadi doit donner son opinion à leur sujet.

Le Gouvernement Suarez prétend nous faire croire qu'il s'agit d'élections démocratiques par le seul fait d'admettre le suffrage universel secret et direct. Les différences entre ces élections qui approchent et celles d'un régime démocratique sont évidentes, du moins en Euskadi ; la Monarchie ne peut être remise en question ; certains membres du Sénat sont directement désignés par Juan Carlos ; les partis représentant la ligne abertzale socialiste ne sont pas légalisés, leur action publique n'est pas tolérée ; les syndicats sont illégaux ; notre langue demeure interdite sans la reconnaissance de son identité ; le Peuple basque continue à être politiquement institutionnalisé ; les

prisonniers et les exilés continuent loin de leur famille et de leur pays ; les organisations populaires sont brutalement réprimées dans leur manifestation publique ; les détentions et les emprisonnements continuent à se produire de façon arbitraire ; la torture, bien que [annexes, p. 24] de façon plus sélective qu'à certains moments antérieurs, continue à être pratiquée dans des commissariats et des casernes de la Guardia Civil ; les forces répressives espagnoles continuent à occuper notre territoire rendant impossible la moindre garantie de sécurité pour les militants abertzale-socialistes et une quelconque formule de coexistence pacifique.

Le Gouvernement Suarez a tenté avec un certain succès l'intégration du peuple espagnol dans son plan de réforme politique. En Euskadi, cette tentative échoua et aujourd'hui il la répète par l'intermédiaire des élections.

Le Peuple basque veut la paix. Cela exige la création de voies démocratiques minimum au travers desquelles puissent se matérialiser ses aspirations sans nécessité de recourir à la violence. Ces voies ne peuvent être autres que la solution positive aux négociations exposées auparavant ; solutions qui, selon nous, sont données dans le programme d'alternative de KAS.

En supposant que ce programme ne puisse aujourd'hui être offert par le Gouvernement Suarez, il existe au moins deux points qu'on ne peut ajourner parce que sans eux, les promesses du gouvernement espagnol de commencer à marcher sur le chemin de la démocratie n'offrent aucune crédibilité. Ces deux points sont :

1) L'Amnistie totale. Mais attention, il ne suffit pas de sortir les prisonniers des prisons. On entend parler avec insistance d'un projet du Gouvernement selon lequel les prisonniers basques accusés d'exécutions seraient exilés ou relégués dans quelque endroit reculé de l'Etat espagnol. Nous voulons qu'il soit bien clair que cette solution n'est pas valable. Le Peuple basque a beaucoup lutté pour la liberté de ses militants et la relation des forces dans la conjoncture actuelle lui est clairement favorable.

L'AMNISTIE TOTALE SUPPOSE LE DROIT DE TOUS LES PRISONNIERS ET EXILES DE REVENIR DANS LEURS FOYERS AVEC TOUS LEURS DROITS DE CITOYENS. Et, s'il vous plaît, qu'on ne nous dise pas que le gouvernement ne peut pas garantir leur sécurité. Si c'est là le problème, nous leur offrons une solution : qu'ils retirent d'Euskadi la Guardia civil, la Police armée et le Corps général de police, et le peuple basque créera lui-même des corps chargés de la défense des citoyens.

2) Des libertés démocratiques minimales, comme l'absolue liberté de réunion, d'association et d'expression de toutes les tendances politiques existant en Euskadi ; le droit à la manifestation et à l'égalité d'accès de toutes les forces politiques basques aux moyens de communication de masse officiels et à la subvention d'État. [annexes, p. 25]

Sans ces conditions minimales, le Peuple basque ne peut considérer ouvert, ni même entrouvert, le chemin vers la démocratisation de l'État. Il ne peut non plus légitimer par son vote un régime qui se maintient par l'unique force des armes.

Si le gouvernement ne satisfaisait pas à ces conditions au plus tard un mois avant la date prévue pour les élections, ETA appelle le Peuple Basque à l'abstention et proclame sa volonté de relancer la lutte armée jusqu'au succès du programme d'alternative du K.A.S.

Le Peuple basque veut la paix, mais celle-ci exige la liberté.

Si le gouvernement refuse d'ouvrir le chemin qui y mène, que personne n'accuse ETA ni le Peuple basque de recourir à d'autres chemins comme celui de la lutte armée.

Il est possible que certains partis basques, s'abritant derrière mille excuses (il y a toujours des raisons même pour la trahison) se sentent tentés de se rendre aux élections législatives sans la réalisation des deux conditions fixées, se réfugiant derrière les privilèges que leur offre la défense d'intérêts étrangers à ceux des couches populaires basques dans le but de rechercher le pouvoir : qu'ils sachent qu'ils le font en marge du consensus populaire librement exprimé, qu'ils soient conscients qu'ils se convertiraient non seulement en ennemis de la liberté mais aussi en supports d'une monarchie fondamentalement dictatoriale et en agents continuateurs de la répression que notre peuple supporte depuis déjà trop de temps. Et que ces Basques-là qui aideraient ces partis sachent qu'avec leur vote ils aident au maintien d'une dictature qui, pendant presque un demi-siècle, a essayé par les moyens les plus sanglants d'en finir avec notre peuple et de perpétuer l'exploitation des travailleurs, *arrantzales* (pêcheurs), *baserritarra* (paysans), techniciens, employés, petits commerçants, etc., de tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre gagnent leur pain à la sueur de leur front.

AUX ELECTIONS OUI, MAIS AVEC UNE AMNISTIE TOTALE ET DES LIBERTES DEMOCRATIQUES.

SANS ELLES NON.

VIVE L'EUSKADI LIBRE ! VIVE L'EUSKADI SOCIALISTE !

2) COMMUNIQUE D'ETA MILITAIRE UNE SEMAINE AVANT LES ELECTIONS

L'amnistie totale n'a pas été accordée ; quelques prisonniers politiques basques ont choisi l'exil ; d'autres sont encore en prison ; onze réfugiés sont relégués dans une île à la demande du gouvernement espagnol, et pendant ce temps, une vague de contrôles et de perquisitions se déchaîne sur tous les autres. Le niveau de liberté démocratique atteint a été mis en évidence par les six morts et les centaines de blessés [annexes, p. 26] de la semaine pro-amnistie. Ce que la monarchie espagnole prétend perpétuer aujourd'hui, c'est la dictature militaire instaurée par le soulèvement du 18 juillet, sous une façade parlementaire incapable d'éviter qu'on devine derrière elle les toutes-puissantes forces armées qui défendent les Oriol, Careaga, Ybarra. En raison de tout cela, et en dépit de la déclaration de ceux qui se définissent comme le *biltzar ttipia*¹⁷ d'ETA et qui ne sont autres qu'un groupe de personnes expulsées de l'organisation politico-militaire (fait déjà connu des forces basques qui ont utilisé cette déclaration dans un meeting célébré à Saint-Sébastien pour appuyer leur position en faveur de la participation), l'organisation militaire, socialiste et révolutionnaire basque de libération nationale ETA, réaffirme sa position en faveur du boycott actif de ces élections et sa volonté de poursuivre la lutte armée d'une manière offensive tant que ne sera pas réalisée l'alternative

VIVE L'EUSKADI LIBRE !

VIVE L'EUSKADI SOCIALISTE !

VIVE L'EUSKADI UNIE !

3- COMMUNIQUE D'ETA POLITICO-MILITAIRE UNE SEMAINE AVANT LES ELECTIONS

Une fois encore, nous nous adressons à la classe ouvrière et à tout le peuple d'Euskadi. La lutte populaire a de nouveau réussi à arracher une poignée d'otages politiques basques à l'oligarchie centraliste et à son gouvernement. Pour cela, Euskadi s'est encore teinte du sang de ses fils.

Les conclusions que nous devons tirer de cette expérience sont encore une fois les mêmes : le caractère totalitaire et anti-démocratique de notre ennemi et le fait que chaque victoire ne s'obtient qu'à travers la lutte de tout le peuple. Il reste encore des détenus basques en prison ; il reste aussi encore des exilés politiques qui ne peuvent pas revenir chez eux. La revendication de leur retour, totalement assumée par notre peuple, n'est pas assimilable par les héritiers du franquisme qui détiennent aujourd'hui le pouvoir. Nous devons être conscients que la lutte pour l'amnistie totale entre dans le même contexte que la lutte pour le statut d'autonomie et que son obtention ne se produira qu'après une véritable rupture démocratique, c'est-à-dire qu'avec la disparition des séquelles et de l'héritage du franquisme.

Les prochaines élections du 15 juin se produisent dans une situation dépourvue de garanties démocratiques, mais cela ne doit pas étonner. Ceux qui manient les manettes du pouvoir sont les fils du franquisme et leur objectif est le maintien des privilèges et des caractères fondamentaux de ce système. [annexes, p. 27]

La participation des partis révolutionnaires à des élections démocratiques bourgeoises ne signifiera jamais un appui à ce système, mais l'utilisation de voies et méthodes qui, directement combinées avec les méthodes de la lutte révolutionnaire, aident à l'affaiblissement de l'ennemi, au renforcement des organisations du Peuple et de la classe ouvrière, et, en définitive, nous rapproche de la révolution.

La polémique qui, aujourd'hui, partage la gauche patriotique sur la participation ou non aux prochaines élections ne se résoudra pas à l'aide d'argumentations simples et élémentaires. La décision doit être fonction des prévisions du futur de notre lutte.

Au niveau le plus immédiat, notre objectif est l'obtention d'un premier degré d'auto-gouvernement pour Euskadi et du statut d'autonomie.

L'élaboration de ce statut reviendra aux députés et aux sénateurs, ainsi qu'aux maires qui seront démocratiquement élus lors des prochaines élections municipales. Mais ce statut devra fondamentalement être le produit des débats qui se dérouleront dans les assemblées d'usines, de villes et de villages.

- Nous pensons aujourd'hui que ce qui est important n'est pas tant ce qu'il adviendra le 15 juin, mais que toute la gauche patriotique et ses organisations d'avant-garde sache bien qu'elle devra être la politique à suivre à partir du 16. Dans la mesure

¹⁷ Direction.

où nous pensons que le fait d'avoir des représentants dans certaines institutions officielles peut aider au développement de la lutte pour notre premier auto-gouvernement, lutte fondamentalement basée sur l'organisation et la mobilisation populaire, nous considérons comme positive la participation aux prochaines élections.

ETA a permis la création de ce que nous pensons devoir devenir le parti de l'avant-garde révolutionnaire basque. Ce parti se prononce aujourd'hui pour la participation électorale. Nous pensons avec confiance qu'EIA saura exercer avec brio la direction politique de la lutte pour le statut d'autonomie ; et qu'il saura aussi profiter de sa participation aux élections pour obtenir cette fin comme appui à des méthodes de lutte réellement populaires et révolutionnaires en vue de la construction d'un État socialiste basque indépendant.

Dans ce processus, tant l'organisation politique d'avant-garde que tout le peuple d'Euskadi, peuvent compter sur l'appui de l'organisation armée d'avant-garde, c'est-à-dire sur l'appui d'ETA

VIVE L'EUSKADI LIBRE !

VIVE LA CLASSE OUVRIERE BASQUE !

VIVE L'EUSKADI SOCIALISTE !

LE PEUPLE ARME, JAMAIS NE SERA VAINCU !

[\[annexes, p. 28\]](#)

**LA COMMISSION DE DEFENSE D'UNE COTE BASQUE NON NUCLEAIRE
FACE A L'ENLEVEMENT PUIS LA MORT DE JOSE MARIA RYAN ,
INGENIEUR EN CHEF DE LA CENTRALE NUCLEAIRE DE LEMONIZ**

1- COMMUNIQUE DU 4 FEVRIER 1981 (PENDANT L'ENLEVEMENT)

Les jours se sont écoulés avec l'espoir, qu'une fois l'orage des premiers moments passés, les eaux retrouveraient leur cours et qu'il se produirait au sein du « corpus » politique et institutionnel, cette analyse et cette sereine réflexion qu'exigent des situations telles que celle que nous connaissons aujourd'hui. Honnêteté, objectivité, réalisme et esprit constructif. Cette attente a été vaine, nous nous sommes trompés et cela laisse présager un futur tragique pour Euskadi. En effet il est extrêmement grave que le « cas Ryan » soit manipulé jusqu'aux extrêmes atteints actuellement, par une entreprise privée super puissante : Iberduero, qui n'hésite pas à se servir du Gouvernement basque, du Parlement et de la plupart des organes institutionnels, ainsi que d'un large éventail du spectre politique et syndical. Cela confirme d'autre part l'importance primordiale du projet nucléaire de Lemoniz pour certains groupes de pression et partis politiques, qui sont capables de monter une campagne jamais vue dans le passé, et ce, malgré les évènements tragiques survenus en Euskadi comme les séquestrations, les morts, les attentats sanglants, etc.

Nous ne sommes pas surpris par l'indignation soulevée par l'évènement au sein des institutions politiques, professionnelles, etc. Non. Cette indignation est juste et légitime, car il s'agit là d'une violation des droits de l'homme et d'un acte de violence. Mais le contenu et l'amplitude de la réponse institutionnelle nous surprennent et nous indignent pour deux raisons :

1) Des violations des droits de l'homme d'une envergure et d'une importance bien plus grandes, comme l'utilisation de la violence physique et institutionnelle, sont des faits qui, malheureusement, se produisent avec une fréquence inusitée en Euskadi,

sans que l'on n'ait jamais observé une campagne de condamnation aussi violente et aussi bien orchestrée.

2) On remarque dans cette réponse une tentative nette et déplorable d'éluder l'origine du problème et de repousser la réflexion qui s'impose sur ses causes. Ceci est préoccupant, étant donné qu'une grande partie de ces institutions semble sérieusement mêlée au contentieux de Lemoniz, soit par action, soit par omission. [annexes, p. 29]

Notre analyse repose sur plus de sept années de tentatives de rationalisation de la controverse, épuisant ainsi tous les moyens que la dictature, auparavant, et la démocratie, maintenant, nous offrent. Et malgré tant d'années de lutte ouverte, tenace et franche, menée par de vastes secteurs populaires, les travaux de Lemoniz suivent leur cours tout en prenant une ampleur particulière par la violence institutionnelle qu'ils impliquent.

« Envers et contre tout Lemoniz marchera », affirmait récemment le président de Iberduero, devant le silence de tous les partis politiques, les syndicats, le Gouvernement et le Parlement basques. Le président Suarez arrive en Euskadi et déclare : « Le Gouvernement mise de manière décisive sur l'énergie nucléaire. Nous sommes contre toute consultation populaire ». Et de nouveau c'est le silence du côté de la majeure partie du corps politique, syndical et institutionnel. Seule se fait entendre la timide voix du président du Gouvernement basque qui, humilié par la position du Gouvernement central, déclare « Empêcher la réalisation de cette consultation relèvera de la responsabilité du gouvernement central ». « Quelle voie laisse-t-on au peuple dans sa tentative de règlement raisonné de la controverse ? » avons-nous demandé mille et une fois. Cela fait sept ans que les organismes populaires essaient de régler le conflit à ses différents niveaux. Et conscients, comme nous le sommes en Euskadi, qu'il existe deux groupes armés (ETA politico-militaire et ETA militaire) opposés au projet Lemoniz, qui peut s'étonner maintenant de l'apparition d'un « cas Ryan » après sept ans passés à réclamer le dialogue et à demander de faire l'expérience d'une véritable démocratie ? Les organismes populaires ont pratiquement épuisé toutes les ressources susceptibles de constituer une issue raisonnable au conflit. Jamais nous ne nous sommes opposés à un référendum. Davantage même : si on examine l'histoire avec objectivité, on peut noter que les premiers à l'avoir proposé, ce sont précisément les organismes populaires. Mais un référendum qui serait honnête, impartial, objectif, et qui présenterait des conditions

et des chances égales pour chacune des parties prenant part au conflit. Un référendum dont le contexte, la régularité et les garanties d'objectivité seraient clairement définis. Un référendum qui aurait lieu après un gel du projet, si les résultats de l'enquête ouverte et complète sur sa construction, le problème de l'illégalité et des irrégularités réglé, un débat approfondi et une discussion au sein de notre communauté justifient sa réalisation. Cela fait des années que nous réclamons cette procédure et cependant les travaux du projet sont poursuivis et arrivent presque à leur terme. [annexes, p. 30] On a continué à investir des milliards de pesetas et Lemoniz apparaît comme un cas supplémentaire de politique du fait accompli. Autant les gouvernements que le gros du « corpus » politique ont renoncé, de connivence avec Iberduero, à ce système plus objectif et impartial consistant à arrêter les travaux avant de terminer le projet, cela étant une démarche préalable à l'organisation d'un éventuel référendum.

En effet, l'objectivité et la neutralité d'un référendum peuvent-elles être les mêmes dans le cas où dix milliards sont investis, et dans celui où le projet est presque achevé et où 130 milliards sont investis ? Par exemple, le Gouvernement basque rejette la proposition de rester neutre dans la procédure d'enquête ; et Suarez déclare : « Nous sommes contre toute consultation populaire sur ce point. ». Telle était la situation jusqu'à ces derniers jours, après de nombreuses années de lutte pendant lesquelles tous les moyens permis par la démocratie ont été utilisés :

- Nous sommes allés au Parlement de Madrid pour solliciter de façon raisonnable le gel du projet afin de procéder à un référendum, si son principe était retenu.

- Le Conseil Général basque nous a convoqués. Nous y sommes allés. Mais il nous a dupés et il en reste une preuve historique.

- Nous avons été à Guernica à la séance constitutive du Parlement basque. Nous y avons remis un document contenant un programme de travail raisonné et raisonnable. On ne nous a même pas répondu.

- Nous avons utilisé tous les moyens juridico-administratifs possibles et imaginables. Nous avons sept procès en cours devant les instances judiciaires.

Nous avons organisé des manifestations massives pour appuyer la procédure souhaitée, en expliquant de nombreuses fois qu'elle devait débiter par le gel du projet.

- Nous avons été à la base de déclarations émanant de municipalités, d'assemblées générales, des élus, des organismes et des entités urbaines, etc.

- Nous avons soutenu des délibérations prises par les municipalités directement concernées, qui ordonnaient le gel des travaux. Efforts qui sont restés vains, car le Gouvernement civil se chargeait immédiatement de ne donner aucune suite à de telles décisions.

- Nous avons suscité des prises de position, comme récemment, celle d'un important collectif du monde des Arts et de la Culture d'Euskadi, qui exigeait le gel immédiat du projet, etc. [\[annexes, p. 31\]](#)

Tout s'est révélé vain. Le président d'Iberduero et Suarez ont été assez expéditifs dans leurs interventions.

C'est dans ce contexte que se situe le « cas Ryan » : cas de séquestration ou de privation de liberté d'un homme ; un technicien hautement qualifié, formé pendant de nombreuses années pour diriger l'exploitation de Lemoniz. M. Ryan n'est pas n'importe quel travailleur. C'est un spécialiste difficilement remplaçable. Les personnes capables aujourd'hui, dans notre État de diriger un projet de cette envergure, sont rares. Nous regrettons et nous déplorons cet évènement. Cela fait des années que nous luttons pour éviter de tels faits. La Commission et les Comités sont en train d'épuiser depuis des années tous les moyens envisageables : ceci est d'ailleurs de notoriété publique. Mais... personne ne peut vraiment s'étonner de ce qui est arrivé ! Et c'est là que prend racine la grande tragédie qui frappe Euskadi de plein fouet aujourd'hui. On ne doit pas analyser le « cas Ryan » d'une façon isolée et superficielle comme un compartiment étanche dans la situation socio-politique complexe et conflictuelle de notre peuple. Agir ainsi équivaut à tourner le dos à la réalité, à se retrancher cyniquement derrière la condamnation des droits de l'homme, condamnation que nous approuverions tous en Euskadi. Agir de la sorte revient à ignorer les racines et le contexte dans lequel cet évènement a été engendré. Est-il juste et légitime d'analyser cet évènement en se référant exclusivement aux droits de l'homme ? Quelque chose d'étrangement démesuré se déroule en ce qui concerne ce cas. Il nous semble normal que les organismes, les institutions, les partis politiques, et les centrales syndicales condamnent la privation de liberté d'un être humain, et cela, qu'il soit bon ou mauvais, travailleur ou non, politique ou apolitique, basque ou non basque. Ce qui apparaît immoral, pharisien et cynique, est

de prétendre isoler le fait hors de son contexte et du cadre dans lequel il a lieu. Il nous semble surprenant qu'on mette sur pied une campagne jamais vue auparavant, même lorsque cinq gardes civils sont tués, ou encore deux citoyens abattus à Hendaye. Il nous semble inadmissible qu'on ignore ou qu'on dissimule sciemment les causes qui sont à l'origine, et le degré de responsabilité des institutions qui élèvent la voix aujourd'hui. On reste perplexe devant le fait que maintenant, et juste maintenant, sous l'influence d'Iberduero, le gouvernement basque qualifie l'action de « criminelle et résolument fasciste ». Voilà des paroles que le Gouvernement n'avait jamais prononcées jusqu'alors, malgré les graves événements survenus. Par ailleurs, bien entendu, des événements extrêmement graves [annexes, p. 32] sur lesquels la lumière reste toujours à faire dans le domaine de la lutte antinucléaire (morts de David Alvarez, Gladys del Estal, Jaime Chivite, etc.) n'ont jamais engendré autant de verbiage que cette dernière affaire. Qui parmi ceux qui haussent la voix aujourd'hui s'est soucié de la répression permanente contre les mouvements antinucléaires ? Qui a condamné les arrestations ou la violation systématique des droits de l'homme que notre peuple endure depuis des années ? Personne n'ignore que la violence institutionnelle et le terrorisme d'état ont traditionnellement accompagné la lutte pour la paralysie de Lemoniz. Le 18 janvier dernier a été un nouvel exemple de violence non sélective de la part des F.O.P. : arrestations, matraquages, tir de balles de gomme, etc. Ceci est d'ailleurs passé sous silence par les mass médias, le Gouvernement basque et la majeure partie des groupes politiques. C'est pour cette raison que personne ne peut s'étonner en Euskadi, qu'on ait recours à la violence, quand celle-ci est systématiquement utilisée par les plus hautes instances. Personne ne peut être scandalisé parce qu'on viole les droits de l'homme. Cela arrive presque quotidiennement avec les institutions qui portent atteinte aux libertés démocratiques et aux droits de l'individu. Si ceux qui élèvent la voix aujourd'hui l'avaient fait en temps voulu, avec la même emphase et le même intérêt, pour l'arrêt des travaux de Lemoniz, en raison de l'atteinte aux droits de l'homme et du peuple qu'il représente, il n'y aurait pas de cas Ryan aujourd'hui. À présent il est peut-être un peu tard pour régler cette controverse. Si on se fie au pharisanisme constaté ces derniers jours, le futur d'Euskadi semble terriblement obscur. Pourvu que nous nous trompions Pourvu que Jose Maria Ryan retrouve vite les siens et que la construction de Lemoniz soit arrêtée ! Pourvu que le Gouvernement Basque, la Commission des Droits de

l'Homme, les centrales syndicales réagissent avec la même indignation contre la violation constante des droits de l'homme en Euskadi. Cette commission de Défense lance un appel pressant à Iberduero et à ETA militaire afin qu'ils évitent à tout prix un dénouement tragique du cas Ryan; elle prie également les mass-médias de ne pas manipuler cette lettre ouverte.

2- COMMUNIQUE DU 6 FEVRIER 1981 (LE JOUR DE LA MORT DE J.M. RYAN)

Nous sommes consternés par ce qui est arrivé. De nouveau nous connaissons la tristesse et la rage devant une nouvelle mort pourtant évitable, alors que nous sommes justement les organismes populaires à nous être le plus engagés afin d'éviter le déroulement d'évènements de cette nature. [\[annexes, p. 33\]](#) La mort de Ryan et les circonstances qui l'ont entourée, ont provoqué un choc profond chez les membres de cette Commission de Défense. La situation ainsi créée nous oblige à reconsidérer notre action et notre rôle dans le tragique conflit de Lemoniz. Le problème a pris des dimensions qui dépassent totalement nos manières d'agir.

Réaffirmant la valeur et l'honnêteté des principes qui ont toujours animé notre effort, nous espérons seulement qu'enfin, la force de la raison règne, et que l'histoire juge implacablement les huit années d'une lutte tenace, pacifique et désintéressée, d'un vaste secteur de notre communauté.

**RESULTATS DES CINQ ELECTIONS GENERALES DE L'APRES-
FRANQUISME EN PAYS BASQUE¹⁸**

1- ÉLECTIONS LEGISLATIVES (PARLEMENT ESPAGNOL) DU 15 JUIN 1977

- Abstention : 22,58 %

- Herri Batasuna n'existait pas ; Euskadiko Ezkerra ne se présentait pas en Navarre, et E.S.B. y appuyait le P.N.V. ; l'U.C.D. ne se présentait pas en Guipúzcoa.

	PSOE	P.N.V.	U.C.D.	A.P.	E.E.	P.C.	E.S.B.	total
Biscaye	24,56	30,03	15,93	6,45	5,27	5,23	2,63	90,10
Guipúzcoa	28,04	30,86	-	8,16	9,44	3,66	5,52	85,68
Alava	28,33	17,33	30,62	6,32	2,09	3,11	2,21	90,01
Navarre	13,99	4,62	19,47	5,88	-	1,62	-	45,58
total	25,05	24,34	15,87	7,25	4,97	4,05	2,80	84,33
Rang	1	2	3	4	5	6	7	

2- ELECTIONS LEGISLATIVES (PARLEMENT ESPAGNOL) DU 1ER MARS 1979

- Abstention : 33,33 %

- Le parti E.S.B. a disparu (ses membres se répartissent entre E.E. et H.B)

- En Navarre, le P.N.V. fait alliance avec E.E. sous le nom de Nacionalistas Vascos.

Nous attribuons ici l'ensemble des voix de cette coalition au P.N.V.

	PSOE	P.N.V.	U.C.D.	A.P.	E.E.	P.C.	H.B.	total
Biscaye	18,61	28,45	15,52	4,15	5,68	5,66	14,34	92,41
Guipuzcoa	17,86	26,00	15,08	1,01	12,62	3,00	17,26	92,83
Alava	21,34	23,00	25,55	6,23	4,69	3,31	10,00	94,12
Navarre	21,62	8,28	32,50	10,90	-	2,17	8,74	84,21
total	19,27	22,72	19,73	4,88	6,80	4,05	13,58	91,03
Rang	3	1	2	6	5	7	4	

[annexes, p. 34]

¹⁸ En pourcentage sur le total des suffrages exprimés.

3- ELECTIONS DU 3 AVRIL 1978 AUX JUNTAS GENERALES DE BIZCAYE,

GUIPUZCOA ET ALAVA, ET AU PARLEMENT FORAL DE NAVARRE

- Abstention : 37,79 %

- Alliance Populaire ne se présentait ni en Biscaye, ni en Guipúzcoa.

- En Navarre, le P.N.V. fait alliance avec E.E. sous diverses dénominations suivant les *meridades* (cantons). Nous attribuons ici l'ensemble des voix obtenues par ces coalitions locales au P.N.V. ; par ailleurs, H.B. se présentait aussi sous diverses dénominations suivant les *meridades*, nous attribuons ici à H.B. l'ensemble des voix obtenues par ces différentes candidatures populaires.

	P.N.V.	H.B.	PSOE	U.C.D.	E.E.	P.C.	A.P.	total
Biscaye	38,43	19,49	15,43	10,98	5,42	5,48	-	95,23
Guipúzcoa	35,05	21,63	15,35	8,53	11,32	3,18	-	95,06
Alava	32,37	12,53	17,49	27,95	5,98	0,09	3,50	99,91
Navarre	9,05	15,58	19,02	26,80	-	2,45	16,05	88,95
total	30,14	18,64	16,30	15,11	6,53	3,78	3,69	94,19
Rang	1	2	3	4	5	6	7	

4- ELECTIONS LEGISLATIVES (PARLEMENT BASQUE) DU 9 MARS 1980

- Abstention : 39,16 %

- La Navarre, écartée du processus d'autonomie basque, ne votait pas.

	P.N.V.	H.B.	PSOE	U.C.D.	E.E.	P.C.	A.P.	total
Biscaye	39,53	16,21	14,25	6,62	7,67	4,74	5,70	94,72
Guipúzcoa	36,93	17,42	13,64	7,49	13,33	2,98	2,64	94,43
Alava	29,81	13,94	13,84	19,42	9,10	2,98	5,62	94,71
Navarre	-	-	-	-	-	-	-	-
total	37,58	16,35	14,00	8,36	9,66	3,97	4,70	94,62
Rang	1	2	3	4	5	6	7	

5- ELECTIONS LEGISLATIVES (PARLEMENT ESPAGNOL) DU 28 OCTOBRE 1982

- Abstention : 20,26 %

- Le C.D.S. (Centro Democrata Social) est un nouveau parti impulsé par le Premier ministre, Adolfo Suarez, à la suite de l'éclatement de l'U.C.D.

- Ce qui reste de cette dernière en Pays Basque fait alliance avec A.P. en Biscaye, Guipúzcoa et Alava, et se présente seule en Navarre où elle obtient 10,19 % des suffrages.

- En Navarre, A.P. fait alliance avec la droite locale, l'U.P.N. (Union du Peuple Navarrais).

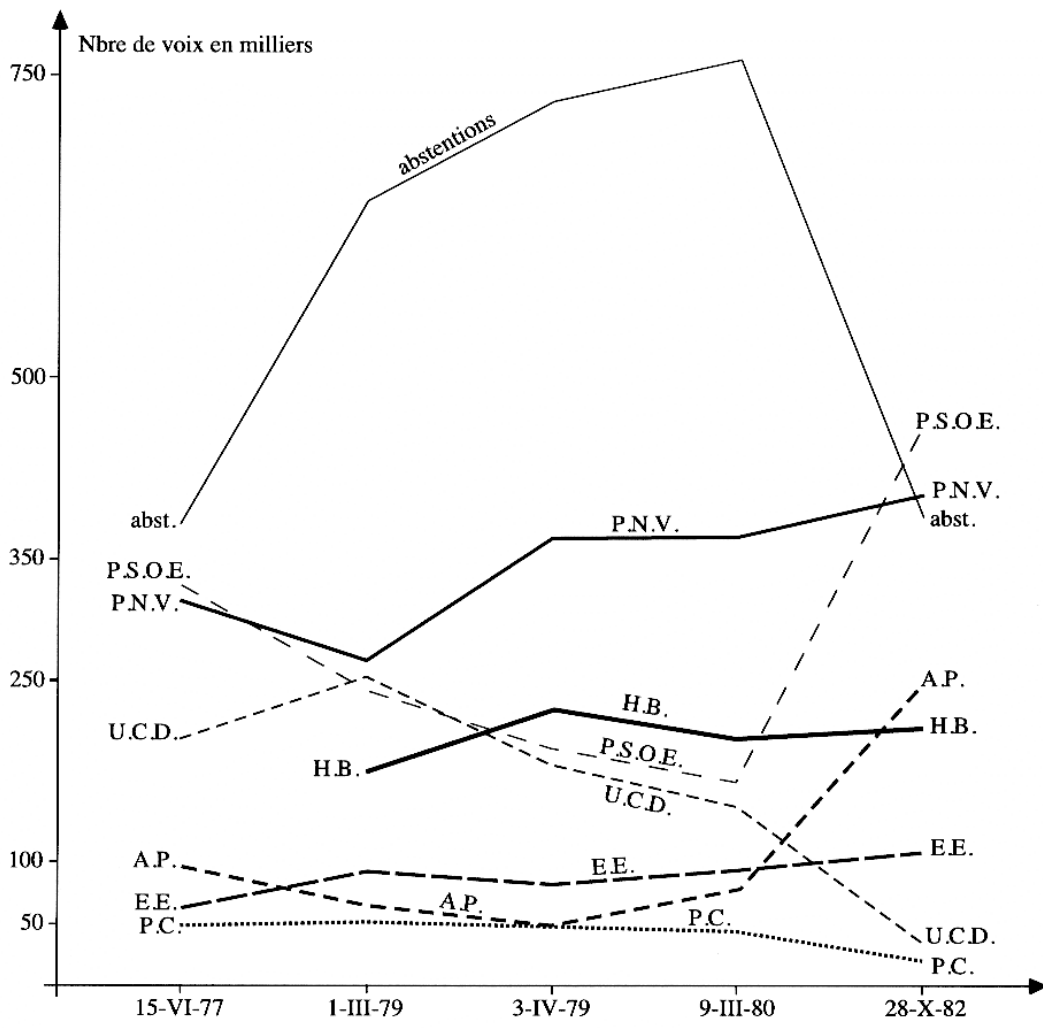
	P.N.V.	H.B.	PSOE	C.D.S.	E.E.	P.C.	A.P.	total
Biscaye	32,65	12,82	28,99	1,44	6,41	2,14	11,75	96,20
Guipúzcoa	32,04	18,96	25,55	1,63	9,75	1,23	8,00	97,16
Alava	21,51	9,74	34,62	3,75	6,82	1,05	18,74	96,23
Navarre	5,34	11,34	36,61	4,00	2,74	0,69	24,89	85,61
total	25,92	13,80	30,19	2,23	6,57	1,51	16,16	96,38
Rang	2	4	1	6	5	7	3	

[annexes, p. 35]

6- EVOLUTION, EN NOMBRE DE VOIX OBTENUES, DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES EN PAYS BASQUE (1977-1982)

	abst.	P.N.V.	PSOE	UCD-AP	H.B.	E.E.	P.C.
15/06/77	375 999	313 741	322 848	297 958	-	64 126	52 261
01/03/79	642 704	292 133	247 736	316 464	174 646	87 486	52 184
03/04/79	727 394	360 819	195 175	225 258	223 146	78 260	45 339
09/03/80	763 616	365 420	178 880	230 607	191 989	98 137	43 283
28/10/82	387 923	395 656	460 746	246 648	210 601	100 326	23 098

7- PROJECTION GRAPHIQUE DE L'EVOLUTION, EN NOMBRE DE VOIX OBTENUES, DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES EN PAYS BASQUE



[annexes, p. 36]